

La Roumanie et la seconde guerre des Balkans

Christian Rakovsky

*Source : Texte manuscrit rédigé en français et adressé à [Friedrich Adler](#), non daté (probablement fin août 1913). Certaines fautes orthographiques ou grammaticales dans le texte original ont été corrigées et certains noms de lieux adaptés à la graphie moderne. [International Institute of Social History, Amsterdam](#) (IISG), *Kleine Korrespondenz* (from SPD Archives), ARCH01738, n° d'inventaire 273. Retranscription et notes MIA.*

I. Les motifs

Je m'empresse de répondre affirmativement à l'invitation amicale de l' « *Arbeiter Zeitung* »¹ d'exposer dans un article notre opinion, à nous social-démocrates de Roumanie, sur l'intervention militaire roumaine dans la seconde guerre balkanique². Ceci d'autant plus volontiers que tout le public européen a été très mal informé sur les causes comme sur les conséquences probables et incalculables de cette action. Pendant la mobilisation et la guerre, une censure sévère, surveillant toute la correspondance télégraphique et postale, ne laissait partir à l'étranger que ce qui plaisait au gouvernement.

D'autre part, dans aucun pays en Europe peut-être, les correspondants des journaux européens ne sont aussi dépendants du gouvernement qu'en Roumanie. Ceci tient au fait que la plupart de ces correspondants sont des « étrangers sans protection étrangère » – comme on appelle dans nos statistiques officielles les Israélites de Roumanie que le ministre de l'Intérieur peut expulser quand il veut.

Je connais le correspondant d'un grand journal viennois que M. Take Jonsescu, le ministre de l'Intérieur, menaçait d'expulsion pour avoir donné au mois de novembre dernier un télégramme sur les excès anti-grecs à Constantza – télégramme échappé par miracle à la censure.

Mais le plus drôle encore c'est la « sophistication » de la censure des télégrammes des correspondants faite par le ministre de l'Intérieur en personne. Il ne se contentait pas de refuser des télégrammes qui ne lui convenaient pas, mais en il corrigeait le texte et les envoyait à l'étranger, sans prévenir les correspondants de ce changement. Ainsi, le correspondant d'un grand journal anglais se plaignait devant moi de voir les télégrammes qu'il envoyait à son journal complètement dénaturés. La censure lui faisait dire juste le contraire de ce qu'il télégraphiait.

1. Organe central de la social-démocratie autrichienne dont le premier numéro a paru en 1889.

2. La Première guerre des Balkans, (octobre 1912 – mai 1913) opposa la Ligue balkanique (Serbie, Bulgarie, Grèce et Monténégro) à l'Empire ottoman. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople. La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie. Elle s'acheva par la défaite de la Bulgarie, consacrée par le traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

Il n'est donc pas surprenant que l'opinion publique à l'étranger ait été égarée plus d'une fois et qu'elle ait commis plus d'une erreur d'appréciation en jugeant l'action de la Roumanie. Ainsi, on a cru partout sur parole notre gouvernement quand il assurait que le principal motif de son action diplomatique et militaire serait la nécessité d'obtenir une bonne frontière stratégique en Dobroudja.

Pour légitimer cette revendication il fallait brandir le spectre du « danger bulgare » et parler, comme d'une éventualité proche, d'une guerre que la Bulgarie nous ferait pour reprendre la Dobroudja, annexée à la Roumanie au Congrès de Berlin de 1878 contre les trois départements roumains de Bessarabie que la Russie nous a repris.

Il serait certainement d'une grande naïveté de se porter garant des intentions pacifistes du nationalisme bulgare, surtout au lendemain de la victoire de Lule Burgas³. Mais d'autre part, les guerres, mêmes pour les pays agricoles, où les désastres sont moins attendus que dans les pays industriels, sont une entreprise trop coûteuse, trop difficile et trop risquée pour qu'on s'y adonne de cœur léger. Surtout pour les petits pays comme la Bulgarie, où en cas de guerre toute la population valide est appelée sous les armes et où une guerre devient presque impossible si elle n'est pas populaire.

Or, même avec la plus mauvaise foi, il aurait été difficile aux nationalistes bulgares de provoquer la guerre contre la Roumanie pour une province – je parle de la Dobroudja roumaine – qui n'a jamais été que nominalement bulgare, qui avant l'occupation roumaine n'était qu'un désert et où, enfin, le nombre des Bulgares atteint à peine 50 000 à 60 000 personnes sur une population totale de 400 000 habitants.

L'annexion de la Dobroudja n'a laissé aucun ressentiment chez les Bulgares : ce n'est pas à eux que la Roumanie l'a prise, mais aux Turcs, après une guerre d'où était sortie l'indépendance bulgare elle-même. Enfin, la Dobroudja dans les mains de la Roumanie a été le tampon salutaire qui sépare la Bulgarie de la Russie. Or, les Bulgares, malgré leur origine slave, ou précisément à cause de cette origine, se rendent parfaitement compte du grand danger que présente pour eux le voisinage immédiat de l'empire russe.

La meilleure preuve que le « danger bulgare » n'était qu'un prétexte nous est fourni par un acte officiel de notre gouvernement, lu au Sénat par M. Titu Maioresco, le Président du Conseil. Il s'agit de la circulaire envoyée par le gouvernement roumain comme réponse aux observations unanimes des puissances, déclarant que l'insistance de la Roumanie d'obtenir à tout prix la Silistrie lui provoquera l'inimitié des Bulgares. Notre gouvernement a répondu – je cite textuellement – « *qu'il considère cet argument sans valeur, car l'importance des territoires gagnés par la Bulgarie [c'était encore avant la seconde guerre] la fera oublier ce qu'elle donne à la Roumanie. Ensuite les complications en perspective entre les belligérants assureront la possession tranquille de la Roumanie* ».

Mais si cet argument était péremptoire pour garantir la possession d'un territoire arraché à la Bulgarie même dans des conditions humiliantes, à plus forte raison peut-on l'opposer au « danger bulgare » quand il s'agit de la Dobroudja conquise sur la Turquie.

D'ailleurs, il suffit de savoir comment la « frontière stratégique » prétendue par notre gouvernement se déplaçait d'après les chances diplomatiques et militaires de la Roumanie, pour comprendre qu'elle n'était qu'un prétexte. Encore la veille de la seconde guerre, M. Take Jonesco, le ministre de l'Intérieur, et le chef des conservateurs-démocrates, déclarait dans une interview, publiée par l'« *Universul* », que l'étendue territoriale que demande la Roumanie est de 2 500 kilomètres carrés, c'est-à-dire juste trois fois moins que ce qu'elle a demandé et obtenu plus tard. Et la prétention

3. La bataille de Lule Burgas (ou Lüleburgaz) est une bataille clé de la Première Guerre Balkanique, qui s'est déroulée du 29 octobre au 2 novembre 1912. Elle a opposé la Bulgarie à l'Empire Ottoman et s'est soldée par une victoire bulgare significative, mais au prix de lourdes pertes.

roumaine aurait été grande encore si la Bulgarie avait résisté militairement. Au premier soldat tombé, on aurait dit : maintenant que le sang roumain a coulé, nous ne nous contenterons pas de la ligne Tutrakan-Dobritch-Baltchik ! Même sans cela, le « *Viitorul* », l'organe du parti libéral, demandait aussi Varna et Roussé et la forteresse de Vidin avec ses environs.

Très probablement notre « modération » de nous contenter avec la ligne Tutrakan-Dobritch-Baltchik est due à l'intervention de la Russie, qui ne pouvait pas permettre que sa voisine immédiate la Roumanie, devienne maîtresse de Varna, le plus important port balkanique sur la mer Noire après Constantinople. La presse inspirée de la Russie, comme l'« *Echo de Paris* », nous a envoyé d'ailleurs des avertissements significatifs en déclarant que si la Conférence de Bucarest veut aboutir elle ne doit pas toucher à des « *questions européennes* » et que la ligne Roussé-Varna est une de ces questions.

D'ailleurs jamais notre état-major a pris des mesures pour qu'en cas d'une nouvelle action militaire, la Roumanie puisse occuper sans grandes difficultés Varna-Roussé. On sait, en effet, que le traité de Bucarest a imposé à la Bulgarie le démantèlement de ces deux dernières forteresses. L'action militaire roumaine pourra se déployer librement jusqu'aux Balkans, que nos chauvins de certaines feuilles de boulevard commencent à considérer comme la seule frontière stratégique digne de ce nom. Pour habituer le public ils commencent déjà à désigner la Bulgarie du nord comme « *notre Mysie* » pour la raison « *irréfutable* » qu'il y a deux mille ans, elle était occupée par des bataillons romains.

Ceux qui demandaient Vidin, avec ses environs, avaient un plan plus grandiose encore. Ils voulaient annexer plus tard à la Roumanie la vallée du Timok, en Serbie, peuplée de Roumains, « pour tendre ensuite la main à nos frères du Pinde macédonien ».

Je n'ai pas l'intention de parler de toutes les fantasmagories de nos impérialistes qui, grisés par des victoires faciles, voient déjà rétabli l'ancien empire romain en Orient ayant à sa tête « Carol le Grand ». Ce que j'ai déjà dit suffit pour faire comprendre le nouvel état d'âme créé en Roumanie par les deux guerres balkaniques. Et c'est en cela qu'il faut chercher les causes de l'intervention roumaine.

Il était à prévoir, du reste, que les conquêtes des États balkaniques réveilleraient le sentiment de jalousie et les désirs de conquête au fond des cœurs de l'oligarchie roumaine. Depuis longtemps, elle caressait l'idée d'obtenir le Quadrilatère⁴ comme compensation en cas d'annexion de la Macédoine à la Bulgarie. Le profit que tirent les classes dominantes de nouveaux territoires annexés est trop grand pour qu'elle dédaigne l'occasion si elle se présente.

Il est vrai que la Roumanie n'a pas une industrie bien développée et que le profit qu'elle tirera de la nouvelle province sera nul pour le progrès économique général du pays, mais elle pourra satisfaire une nombreuse clientèle électorale par les milliers de postes nouveaux qui seront créés et par les fournitures militaires et les travaux publics lucratifs que demandera la mise en valeur de la nouvelle province.

Nous ne devons pas perdre de vue que la Roumanie est le pays où existe la plus nombreuse classe de fonctionnaires. Ils sont actuellement 120 000, ayant augmenté de 25 % pour les dernières dix années.

Le budget de la Roumanie s'élève à un demi-milliard en dépenses annuelles, ce qui représente plus de 40 % du revenu total du pays, évalué à 1 200 millions. Ce formidable budget sert à notre oligarchie agrarienne non seulement pour l'entretien de l'appareil militaire et policier, mais encore pour désarmer, par la corruption, toute opposition de la part des intellectuels. Il faut reconnaître qu'en cela elle passe pour maître. Dans toute l'Europe il n'y a pas de classe intellectuelle plus servile et plus corrompue que celle de la Roumanie.

4. Le Quadrilatère correspond à la Dobroudja du Sud, qui fut annexée par la Roumanie suite à la guerre de 1913 et qui fut restituée à la Bulgarie en 1940.

D'autres motifs, d'ordre interne, plus puissants encore, poussaient les classes dominantes de la Roumanie vers la guerre. La révolte de 1907⁵ a créé pour le pays une situation nouvelle. Elle a accéléré le processus d'émiettement des partis politiques, et plus particulièrement du parti conservateur. Jamais la lutte des partis et des familles, « véritables dynasties » politiques, ayant chacune sa clientèle de parasites, n'a été si violente que pendant ces dernières années. La faillite des réformes agraires et le mécontentement des paysans, la faillite des palliatifs sociaux, une législation ouvrière incomplète et surtout restée lettre morte, l'agitation pour le suffrage universel et pour l'émancipation des Juifs ont créé à nos classes dominantes une situation difficile contre laquelle la guerre fournissait une diversion opportune.

La guerre était demandée par les politiciens et par les militaires qui trouvaient là une occasion propice de légitimer les énormes crédits militaires. La guerre était demandée aussi par l'héritier du trône et par le roi dont le règne menaçait de s'éteindre dans les tristes souvenirs de la perte de la Bessarabie et la répression sanglante d'une des plus formidables Jacqueries que connût l'Europe.

La Roumanie des boyards avait besoin, pour faire bonne figure, de cet ingrédient qui sert comme le fard pour les vieilles dames pour dissimuler les ravages des mauvais [mot illisible] et qui s'appelle le prestige !

II. Les conséquences internes

Les premiers temps après la déclaration de la mobilisation, le prestige de l'oligarchie roumaine montait toutes les heures. Tandis que la première guerre balkanique, pendant laquelle le paysan bulgare alphabétisé et bien nourri battait le paysan turc affamé et ignorant, fournissait un argument à ceux qui demandaient la démocratisation de la Roumanie, c'est au contraire la réaction qui cherchait à tirer profit de la seconde guerre.

Un des journaux inspirés du gouvernement, « *Minerva* », proclamait à la suite de revers militaires de la Bulgarie et de ses échecs diplomatiques, la faillite des institutions démocratiques. On leur opposait le régime roumain, qui a donné des hommes d'État éminents et des diplomates que l'Europe nous envie !

« *Viitorul* », l'organe du parti libéral, affirmait de son côté que la meilleure démocratie – comme la meilleure république – c'est la « démocratie » roumaine, avec son admirable système électoral de trois classes !

Mais il ne s'est pas passé un mois et la même presse a été forcée de dénoncer notre administration militaire – le service de l'intendance et le service sanitaire – comme une des plus incapables de l'Europe. « *Il n'y a que la Russie et la Turquie qui supportent sous ce rapport une comparaison avec nous* », écrivait [mot illisible]. Et « *Viitorul* », l'organe des libéraux, oubliant que la responsabilité de

5 Comme le résume Rakovsky dans son « *Autobiographie* » : « *La révolte paysanne de Roumanie éclata en février 1907. Elle était au début dirigée contre les fermiers juifs de Moldavie septentrionale, et fut attisée par les persécutions antisémites des libéraux et des nationalistes roumains. Cependant, après avoir saccagé les propriétés occupées par les fermiers juifs, les paysans passèrent à celles des fermiers roumains, puis à celles des propriétaires fonciers. La situation devint critique. Tout le pays, c'est-à-dire tous les villages, furent embrasés par la flamme de la révolte paysanne, qui brûlait les domaines et égorgeait les propriétaires qui se trouvaient à la campagne. Le gouvernement roumain fusillait les paysans et détruisait les villages à coups de canons. Puis il appliqua une justice sommaire et expéditive contre le mouvement ouvrier, qui dans les villes à la veille du soulèvement paysan avait tenu le pouvoir dans une inquiétude constante. Il craignait la fusion des ouvriers et des paysans, et prit une série de mesures pour anéantir le mouvement ouvrier : perquisitions, confiscations des journaux socialistes, fermeture des locaux des syndicats et des organisations professionnelles, arrestation des chefs du mouvement ouvrier.* »

cette incurie irresponsable retombe sur le système politique de la Roumanie, et par conséquent aussi sur son parti, exige que les « *coupables* » soient traînés devant la justice.

Au point de vue militaire, la guerre pour la Roumanie s'est réduite à une grande manœuvre sur les champs de la Bulgarie laissés absolument sans défense⁶. Les Bulgares n'ont opposé nulle part la moindre résistance. Pourtant, le nombre des victimes de la guerre dépasse presque à présent deux mille morts et plusieurs milliers de malades à cause du choléra. Les autorités militaires n'ont voulu tenir compte d'aucune règle hygiénique. À Vratsa, malgré les avertissements des autorités locales bulgares, nos chefs militaires ont laissé les soldats piller les dépôts contenant des effets des soldats cholériques bulgares – effets qui se trouvaient dans le lazaret de la caserne d'artillerie. A Orhanie, ce sont les chefs eux-mêmes qui ont distribué aux soldats les effets des cholériques bulgares. Toujours dans cette ville bulgare, notre armée est restée dix jours, dans un foyer de choléra intense, sans posséder de laboratoire ambulatoire, sans posséder même un microscope. À la fin, on a été forcé d'en emprunter un à l'hôpital bulgare de Vratsa. Pendant ce temps-là, les soldats atteints de la dysenterie ont été pris pour des cholériques et envoyés dans l'hôpital où on traitait ces derniers et où les attendait la contagion.

Le service de l'intendance était aussi défectueux que possible. Souvent le pain arrivait moisi aux soldats. D'après des renseignements particuliers que je possède, rien que dans le quatrième corps d'armée, on a détruit une fois plus de quarante mille pains à cause de leur qualité inférieure. J'ai dit « détruit » car les vétérinaires ont interdit qu'ils soient même [*donnés*] aux chevaux qui en tomberaient empoisonnés.

Le résultat en était que nos soldats restaient parfois 3-4 jours sans manger du pain, dans une région riche de grains. On se contentait de leur donner du blé, mal bouilli, qui leur provoquait des indigestions et des dyspepsies.

La presse gouvernementale chercha [*à expliquer*] tous ces crimes comme des défauts inévitables dans une marche rapide. La réalité est toute autre. L'arrestation, à Bacau, du maire, d'un officier d'intendance et d'un fournisseur pour avoir trafiqué avec les bons de réquisition, prouve que l'intendance militaire roumaine souffre d'un mal plus profond : la concussion.

Non moins caractéristique pour notre organisation militaire est l'attitude des officiers vis-à-vis des soldats. Au début de la campagne, quand on s'attendait encore à une résistance bulgare, les officiers ont été attentifs envers leurs soldats. Mais dès que ce danger a disparu, un antagonisme, allant jusqu'à une inimitié ouverte, s'est établi entre inférieurs et supérieurs.

Ce fait est maintenant relaté dans toute la presse, même celle qui menait une campagne acharnée pour la guerre. Voilà ce qu'écrivait l'« *Adeverul* » du dimanche dernier 12/25 août :

« Avec le retour des premiers régiments des territoires bulgares occupés nous parviennent aussi les plus tristes nouvelles sur ce qu'ont souffert nos soldats. Tous sont pénétrés d'amertume, tous sentent dans leur âme l'indignation et la révolte contre ceux sur qui retombaient la responsabilité pour leur vie. Nos soldats ont eu à supporter toutes les humiliations, tous les mauvais traitements et même des tortures. Partis pleins d'enthousiasme, en chantant, prêts à tout faire pour accomplir consciencieusement leur devoir envers la patrie, ils se sont vu très vite traités comme un convoi de criminels confiés à des bourreaux qui allaient les mener non sur les champs de gloire, mais sur les lieux de la torture et de l'expiation... »

De tous les souvenirs qu'apportent nos soldats avec eux, les plus vivants sont la barbarie avec laquelle ils ont été traités, l'incurie, la passivité et le cynisme de ceux qui devaient les protéger contre le choléra. Notre armée a vécu des jours entiers dans la famine, nos soldats étaient frappés par les officiers jusqu'au

6. Le gros de l'armée bulgare faisait face à la Serbie et à la Grèce.

sang avec des cravaches. Il y a eu des réservistes qui, par peine disciplinaire, furent attachés aux arbres, la tête nue et les yeux tournés vers le soleil pendant des heures entières.

Les supérieurs ont fait preuve d'une cruauté extraordinaire, faisant à nos soldats préférer dix fois plus d'être tués dans des combats meurtriers que de se voir ainsi traités. »

Cette constatation de la rédaction est suivie d'une série d'extraits de lettres envoyées par des soldats. D'ailleurs, nous mêmes, nous recevons des dizaines de lettres pareilles pour l'organe du parti.

Ainsi, l'oligarchie roumaine a provoqué une action dont elle ne pouvait assumer *[pleinement]* les conséquences. Elle a hérissé sa route avec des difficultés desquelles il lui sera impossible de sortir sans perdre un peu de son pouvoir et de son prestige. Moins la guerre contre la Bulgarie était justifiée dans la conscience du pays, plus il fallait à l'oligarchie roumaine lui donner des promesses pour stimuler l'enthousiasme des masses. Les journaux à la solde commençaient à parler des terres à accorder aux paysans, de droits à accorder aux Juifs et de la réforme électorale. Le gouvernement, de son côté, s'est engagé à distribuer aux colonistes *[sic]* roumains toutes les terres libres appartenant à l'État bulgare dans le Quadrilatère. Mais maintenant le gouvernement est forcé lui-même d'avouer ce qu'au début, nous les socialistes, seuls savions et affirmions dans la presse, à savoir que l'État bulgare ne possède presque pas de terres dans le Quadrilatère. Toutes ces terres ont été depuis longtemps distribuées aux paysans bulgares et, sauf confiscation de la propriété privée, l'État roumain n'y trouvera rien pour distribuer à nos paysans.

Mais le mot magique de « terre » pour les paysans a été lancé et on ne sait que faire pour calmer l'agitation. Il n'est pas exclu que la guerre nous amène un nouveau mouvement paysans. L'oligarchie roumaine sera forcée de toucher aussi à la question juive et à la question de la réforme électorale, mais dès à présent on peut dire avec assurance que les solutions qu'apporteront les conservateurs ou les libéraux à ces questions ne seront que des palliatifs qui ne satisferont personne.

Il est à prévoir, à priori, que l'oligarchie roumaine dont la base est la grande propriété et le régime électoral censitaire, cherchera à éviter des changements qui compromettraient cette base.

D'autre part, la guerre apportera une perturbation à l'équilibre financier de l'État qui a pu se maintenir pendant ces dernières années grâce à des récoltes admirables. De nouveaux impôts attendent les ouvriers et les paysans et par conséquent, nous aurons un renchérissement de la vie déjà excessivement chère chez nous, qui sommes un pays agricole.

L'annexion du Quadrilatère sera, en tant qu'opération économique, une grande illusion. Elle nous a coûté jusqu'à présent des centaines de millions. Elle nous coûtera, certainement, des milliards. Nous avons payé pour des crédits militaires extraordinaires (pendant l'année courante, 200 millions) et la mobilisation nous a coûté jusqu'à présent au bas mot 150 millions. Cela fait 350 millions, sans les nouvelles dépenses pour la flotte, les nouvelles divisions d'armée, forteresse, artillerie, etc.

Tout ceci fait que l'époque dans laquelle nous entrons maintenant en Roumanie soit une époque révolutionnaire. Mais elle pourra bien se terminer sans apporter toute cette démocratisation des institutions du pays que nous sommes en droit d'attendre.

Ce n'est pas la première fois que les moments très propices pour la réforme démocratique sont passés en Roumanie sans laisser de traces durables. Au contraire, chez nous, la démocratie politique étant faible, notre oligarchie a pu se tirer des pires défaites non seulement sans dommage pour sa domination, mais en devenant encore plus forte. Le gouvernement libéral de Bratianu qui a donné, en 1878, la Bessarabie aux Russes, au lieu d'être balayé par l'opinion publique indignée, est resté au pouvoir encore dix années et n'est tombé qu'en 1888. Et le roi Carol, qui avait une grande part de responsabilité dans ces événements, au lieu de voir sa dynastie mise en danger, a obtenu comme

récompense de la « nation reconnaissante » pour ses mérites de « grand capitaine », 128 000 hectares de terres de l'État.

Au lendemain de la formidable Jacquerie de 1907, la situation de l'oligarchie roumaine a été très peu enviable. Haï par tout le peuple, il ne lui restait d'autre appui que la police et l'armée. Mais de cette défaite encore, elle a su se relever, pas complètement il est vrai mais suffisamment pour imposer maintenant au pays une guerre ruineuse, odieuse et impopulaire.

Il dépendra beaucoup du parti social-démocrate roumain de ne pas laisser que le moment actuel soit encore perdu pour le progrès démocratique du pays. L'heure des grands actes pour notre parti en Roumanie a sonné et il doit donner bientôt les preuves de sa capacité politique.

III. La politique extérieure de la Roumanie

J'ai exposé plus haut quels motifs d'ordre interne ont poussé l'oligarchie roumaine à une action militaire contre la Bulgarie. Maintenant, je vais examiner quels faits d'ordre externe, quels précédents historiques ont influencé cette même action.

Pour comprendre une grande partie des événements balkaniques, il faut toujours remonter à la Convention de Reichstadt de 1876, confirmée par le protocole de Budapest de 1877. Ces actes diplomatiques, qui se précisent et se complètent, conclus entre la Russie et l'Autriche, donnèrent la direction actuelle à la politique des États balkaniques.

Il est superflu de rappeler, surtout aux lecteurs autrichiens, que d'après ces conventions, la Russie obtenait le consentement de l'Autriche pour la reprise de la Bessarabie roumaine contre l'occupation de la Bosnie par l'Autriche. Cette entente mutuelle pour le rapt d'une province serbe et d'une province roumaine ont poussé la Serbie et la Roumanie vers le sud : la première vers la Macédoine et la seconde vers la Dobroudja.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour saisir les causes de la politique de la Serbie et de la Roumanie. Ni l'une aussi bien que l'autre ne peuvent espérer s'étendre vers le nord, où se trouvent leurs co-nationaux, mais où se lèvent des barrières infranchissables, hérissées de millions de baïonnettes de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. Elles ne peuvent augmenter leurs territoires qu'aux dépens de la race bulgare, dispersée sur la péninsule balkanique des confins de l'Albanie, de la Drina noire jusqu'aux bouches du Danube.

Encore à San Stefano⁷, où furent jetées les bases de la grande Bulgarie, la Russie a découpé d'elle un morceau, une partie de la Dobroudja, pour l'accorder à la Roumanie en échange de la Bessarabie. Le traité de Berlin⁸ a augmenté cette concession territoriale en accordant à la Roumanie encore la ville de Moufala, qui primitivement faisait partie de la Bulgarie. Mais nos hommes d'État assurent que la Russie aurait proposé d'accorder à la Roumanie tout le Quadrilatère, y compris Varna et Roussé si notre gouvernement consentait de bonne grâce à céder la Bessarabie et à ne pas soulever de protestations à Berlin. Je ne puis garantir la véracité de ce fait, pour lequel il manque toute documentation diplomatique.

Quoi qu'il en soit, la Roumanie a protesté contre le rapt de la Bessarabie. Afin d'accentuer d'avantage son indignation, elle ne voulait même pas accepter la Dobroudja. Et plus d'une fois on rappela que M. Titu Draiorescu avait proposé à la Chambre de cette époque de demander

7. Traité de paix signé en mars 1878 à San Stefano (Italie) mettant fin à la guerre russo-turque de 1877-1878.

8. Le Congrès de Berlin s'est tenu en juin-juillet 1878 sous la présidence de Bismarck. Il révisa au profit des grandes puissances le Traité de San Stefano.

préalablement par un plébiscite aux habitants de la Dobroudja s'ils consentaient à être annexés à la Roumanie.

Mais une fois le traité de Berlin signé, notre oligarchie commença à se reprocher son sentimentalisme et à regretter de n'avoir pas demandé le Quadrilatère. Le mot a été depuis lancé et il est devenu le symbole de la future politique roumaine dans les Balkans.

Depuis cette époque date aussi l'organisation de la propagande roumaine en Macédoine parmi les Roumains de là-bas, dans le but évident de s'en servir un jour comme d'une monnaie d'échange avec la Bulgarie. Et quoique, en public, on n'abordait jamais la question des compensations territoriales de la Roumanie vers le sud, dans ses actes diplomatiques notre gouvernement faisait allusion à cela.

[Sur la ligne Baltchik-Tutrakan comme étant demandée par notre gouvernement, j'ai entendu parler déjà en 1911, à Constantinople, chez Joseph Ier, l'exarque des Bulgares⁹, qui m'a montré cette ligne comme ayant été demandée par notre gouvernement en cas d'annexion de la Macédoine par la Bulgarie.]¹⁰

Très probablement la Roumanie aurait demandé cette ligne au début de la guerre turco-balkanique, si notre gouvernement n'avait pas été victime d'un faux calcul : l'imminence de la victoire turque. La presse roumaine a rejeté sur la diplomatie autrichienne la responsabilité de cette erreur. Et ce n'est que depuis lors que commença la bouderie de la Roumanie envers l'Autriche.

Quand, plus tard, la Roumanie a formulé ses prétentions, elle s'est heurtée à l'opposition de la Russie, jusqu'à consentir et même à encourager la Roumanie pour demander la Silistrie mais en ne voulant pas admettre la ligne Tutrakan-Baltchik.

M. Shebeko, et ceci ressort du discours de M. Maiorescu au Sénat, aurait informé notre gouvernement que « *l'opinion publique de la Russie* » ne souffrirait pas une action militaire de la Roumanie contre les alliés balkaniques. Ici se place une révélation de la presse officieuse roumaine, à savoir que l'Autriche, demandée par notre gouvernement si elle lui donnera son concours militaire en cas d'attaque russe, aurait tardé dix jours avant de répondre. Mais grâce au changement du théâtre de guerre, la Roumanie a trouvé auprès de la Russie le concours qu'elle attendait en vain de l'Autriche pour l'occupation du Quadrilatère.

La participation de la Roumanie à la coalition serbo-greco-monténégrine contre la Bulgarie est un fait qui se préparait depuis longtemps. Quand la question de la Silistrie [*est*] venue en discussion au Sénat, le gouvernement, par la bouche de M. Titu Maiorescu, avait déclaré que la Silistrie n'est qu'un hors d'œuvre, que l'heure de notre action n'est pas encore formée. « *Notre [mot illisible] n'est pas encore arrivé* » – ce sont les propres paroles de M. le président du Conseil.

Des révélations faites plus tard on sait que le gouvernement roumain croyait à cette époque en l'imminence d'une guerre entre la Bulgarie et ses alliés. En donnant l'assurance au chef des libéraux qu'en ce cas la Roumanie ne resterait pas neutre, le gouvernement aurait obtenu son vote pour le protocole de Pétersbourg nous accordant la Silistrie et que les libéraux repoussaient dans leur presse et dans leurs réunions. Il paraît même que, toujours à ce moment, il fut entendu qu'il se formerait, en cas de guerre, un gouvernement national dans lequel entrerait aussi M. Bratianu et d'autres libéraux.

À cette époque déjà des pourparlers furent engagés avec la Serbie et la Grèce par l'intermédiaire des ambassadeurs de la Russie et de la France. D'après certaines informations, parallèlement à ces pourparlers furent engagés d'autres menés à Vienne entre la Bulgarie et la Roumanie. Mais il paraît que leur caractère était plutôt démonstratif. Le centre d'intrigues diplomatique s'était transporté de

9. Haut dignitaire de l'église orthodoxe.

10. Ce passage entre crochets est barré dans l'original.

Ballplatz¹¹ à Bucarest même. La Roumanie avait déjà quitté les eaux autrichiennes et son navire voguerait maintenant guidé par l'étoile polaire.¹²

Le changement dans notre politique externe a une portée historique. C'est pourquoi je veux m'y arrêter davantage.

Dans la première phase de la guerre, quand la demande roumaine des compensations est apparue sur la scène, la Russie était du côté de la Bulgarie. Mais dans la question de Silistra, elle a voulu satisfaire l'amour-propre [*de la Roumanie*].

C'est pourquoi dans les actes diplomatiques communiqués à la séance dite « secrète » du Sénat par M. Maiorescu, nous trouvons à la fois des preuves de menaces et de bienveillance russes. M. Shebeko, l'ambassadeur de Russie à Bucarest, nous a menacé – comme je l'ai déjà observé – avec une intervention militaire russe si notre armée entrait en Bulgarie. Mais d'autre part, le président du Conseil a donné lecture d'une dépêche circulaire de M. Sazonoff, communiquée à la Roumanie par le gouvernement italien, et dans laquelle – je me sers des expressions de M. Maiorescu – la Russie demandait à la Bulgarie en termes comminatoires de céder sur la question de la Silistrie.

Plus loin, M. Maiorescu expliquait cette bienveillance de la Russie par son désir de [*mot illisible*] la Roumanie et de réparer – aux dépens des Bulgares bien entendu – le crime du rapt de la Bessarabie roumaine. Ce n'était pas d'ailleurs la seule preuve de la bienveillance russe. On sait que toute une mission, avec un grand-duc en tête, était venue à Bucarest pour présenter au roi le bâton de maréchal russe. Mais dans la première phase de la guerre la « bienveillance » russe avait une limite connue : la Silistrie.

Si la Russie aurait consenti à ce que la Roumanie prenne un plus grand morceau de territoire bulgare, la Bulgarie aurait été forcée de chercher une compensation plus importante en Macédoine. Ceci ne pouvait se faire qu'aux dépens de la Serbie à laquelle, à cette époque déjà, la Russie accordait toute son attention.

Diminuer les prétentions roumaines signifiait, en ce moment, augmenter les frottements et les conflits dans l'intérieur de l'alliance, mettre en danger son existence. Mais, le jour où l'alliance n'existant plus [...] ¹³ et par conséquent une augmentation du territoire roumain pourrait se faire aux dépens de la Bulgarie toute seule. La diplomatie russe a changé d'attitude en passant de notre côté. D'autant plus qu'elle obtenait, en échange, le concours militaire roumain contre la Bulgarie et qu'elle pouvait ainsi rétablir cet « équilibre balkanique » si cher à elle, qui lui garantit une influence diplomatique durable et réelle.

Le rôle de la Russie – secondée par la France – dans la conclusion de la seconde coalition balkanique fut prépondérant. Nous ignorons s'il existe un traité formel entre les nouveaux alliés. Sur ce point, notre presse est divisée. Les journaux gouvernementaux nient le fait, tandis que ceux de l'opposition l'affirment. Il se peut que notre gouvernement n'ait pas voulu prendre d'engagements à long terme, il se peut aussi qu'il tienne secrète cette alliance – il nie jusqu'à présent qu'il existe une alliance militaire entre la Roumanie et l'Autriche – pour pouvoir tirer aussi, tout le profit de l'amitié bulgare. Quoi qu'il en soit, il y a un fait indéniable, à savoir que de la veille de la guerre jusqu'à la conclusion de la paix, la Roumanie a été complètement solidaire avec la Serbie et la Grèce.

Une semaine avant le commencement des hostilités, notre gouvernement avait envoyé à Sofia cette note qui annonçait à la Bulgarie l'imminence de l'intervention militaire roumaine en cas de guerre [*contre la Serbie et la Grèce*]. Cet acte diplomatique, qui apparemment devait empêcher la guerre a eu en réalité le résultat contraire. Et pour nous il n'y a pas de doute que la note roumaine à Sofia était

11. Quartier des ministères du centre de Vienne.

12. C'est-à-dire la Russie.

13. Plusieurs lignes ont été raturées ici, rendant peu clair le sens de ce passage.

envoyée dans ce but là ! Elle devait encourager la résistance de la Serbie à l'arbitrage et pousser les Bulgares à la guerre.¹⁴

Se voyant entouré, de tous les côtés, au lieu de faire les concessions inévitables à leurs alliés, les Bulgares cherchèrent, par une attaque brusquée, de se débarrasser de la Serbie et de la Grèce pour pouvoir ensuite opposer à la Roumanie une résistance victorieuse.

Les calculs des gouvernements bulgares, qui ont fait si bon marché de la vie et des intérêts des masses paysannes et ouvrières de la Bulgarie, ont été faux. L'impérialisme bulgare, qui s'était servi de l'idéal légitime de l'unité nationale comme d'un prétexte pour prendre le plus de terres possible, a abouti à un désastre complet.

La Bulgarie a perdu non seulement presque toute la Macédoine et une partie de la Thrace, mais elle a perdu encore une grande partie de son ancien territoire, la fertile plaine de la Dobroudja bulgare, le grenier de la Bulgarie apportant au pays un revenu annuel de 190 millions de francs, ayant une superficie de 7 500 kilomètres carrés et de 300 000 habitants. Cette province a été acquise par la Roumanie.

La question qui se pose maintenant est celle-ci : saurons-nous garder cette acquisition aussi peu attendue que peu méritée ?

Dans le Quadrilatère « conquis » par nous, il n'y a que 7 500 Roumains, juste un homme par kilomètre carré, enfuis et émigrés de la mère-patrie [à] différentes époques.

[Mais notre gouvernement compte sur l'antagonisme inévitable entre les Bulgares et les Turcs qui se partagent presque la population du Quadrilatère. Certes, c'est un atout dans les mains de notre gouvernement, comme les musulmans de Bosnie sont dans celles du gouvernement d'Autriche-Hongrie, mais il ne faut pas exagérer la capacité politique des Turcs.]¹⁵

Nous aurons contre nous une population de 150 000 Bulgares n'ayant dans leur cœur pour nous que la haine et le mépris. Il est vrai qu'en ce moment nos rapports avec la Bulgarie officielle sont bons, même « excellents » : les délégués bulgares à la Conférence de Bucarest ont accordé tout ce que demandait la Roumanie. Ils n'ont même pas exigé pour leurs co-nationaux qui passent sous le régime de l'oligarchie roumaine l'autonomie pour leurs églises et leurs écoles que la Bulgarie elle-même s'est obligée à accorder aux Roumains de la Macédoine. Mais cet empressement et cette résignation même paraissent à tout le monde plus que suspects.

On comprend très bien que le gouvernement actuel de la Bulgarie, qui porte une terrible responsabilité aussi bien pour la provocation de la première que de la seconde guerre balkanique (dans l'opposition, les stamboulistes et les radoslavistes¹⁶ poussaient à la guerre contre la Turquie et, plus tard, contre les alliés, le général Savof est leur homme et leur complice), cherche à détacher la Roumanie de la Grèce et de la Serbie. Cette tactique continue encore aujourd'hui. Et elle continuera sans doute aussi plus tard, mais son succès est problématique.

D'ailleurs, les combinaisons du gouvernement bulgare seront sans aucun effet sur la psychologie du peuple bulgare. Or, nous avons provoqué dans l'âme du peuple bulgare des haines implacables. Notre rôle du troisième larron n'avait rien de beau, au point de vue moral, mais il a diminué encore notre prestige aux des Bulgares.

14. Passage souligné dans l'original.

15. Ce passage entre crochets est barré dans l'original.

16. C'est-à-dire les partisans de Stefan Stamboulov (1854-1895), chef du parti national-libéral et de Vassil Radoslavov (1854-1929), chef du parti libéral.

[D'autre part, nos armées en Bulgarie, dans leur marche vers Sofia, sans atteindre les barbaries des « alliés » en Macédoine et en Thrace – et ce n'est pas étonnant parce que la Roumanie n'a pas été à proprement parler en guerre – se sont adonnés à des actes de pillage et de violence qui laisseront un souvenir durable dans l'imagination des Bulgares.]¹⁷

Le manque de toute discipline morale, qui est le trait caractéristique de notre classe des boyards, a empoisonné toute l'âme nationale. Elle a été aussi grande, cette indisciplinisme, dans les rangs de l'armée et les premiers qui en ont donné l'exemple étaient les officiers. Ils pillaient eux-mêmes et laissaient faire leurs soldats. A Vratsa, ils ont mis la main sur un « butin de guerre » de soixante machines à coudre et des soldats camarades me parlaient d'officier qui portaient eux-mêmes, dans leurs tentes, des selles et harnachements des dépôts bulgares.

[D'autres soldats nous ont parlé de miroirs et d'autres objets de toilette et de mobilier]¹⁸ pris dans les casernes du régiment d'artillerie de Vratsa. Les médecins militaires ont pillé le dépôt de l'hôpital, en se partageant les instruments chirurgicaux. A Silistra, les officiers ont pris des miroirs et d'autres objets du mobilier des casernes et l'ont envoyé dans leurs familles au deçà du Danube. On m'assure encore que beaucoup de bétail – des bœufs et des brebis – des environs de Pleven ont été volés ou réquisitionnés pour des prix dérisoires et passés en Roumanie dans les fermes des particuliers.

Les soldats suivaient l'exemple des supérieurs. Le 10 juillet, le conseil de guerre roumain installé à Mezdra, station près de Vratsa, a jugé des cas avec des peines variant de six mois à un an aux sentinelles préposées à la surveillance du magasin de poudre de Vratsa. Leur faute était d'y avoir laissé entrer des soldats pour chercher un imaginaire trésor de guerre bulgare. Le résultat de ces recherches nocturnes fut l'explosion du magasin et la mort de quatre soldats roumains.

Quoique nos soldats n'ont pas fait les barbaries des alliés – probablement n'ayant rencontré nulle résistance – les faits qui commencent à arriver à notre connaissance prouvent qu'en cas de guerre tous les soldats se ressemblent. À la campagne, le viol de femmes était une chose normale. Mais à Vratsa même, un groupe de soldats est entré dans une maison et violé une jeune fille après avoir poignardé son frère. Celui-ci a essayé d'abord de la cacher, avec sa sœur, dans la mansarde de la maison. L'enterrement de la victime a eu lieu avec grande solennité le 9 juillet par la population bulgare. Le général roumain a assisté lui-même à la cérémonie.

L'indisciplinisme dans l'armée a été telle que le généralissime – le prince héritier, qui est accusé lui-même par toute la presse d'avoir organisé dans le quartier de l'armée une orgie avec une célèbre demi-mondaine de Bucarest arrivée au milieu de l'armée en habit d'officier – a ordonné le rétablissement officiel des peines corporelles pour les soldats.

Ce fait prend une importance capitale si on se rappelle que le roi Carol se loue dans ses mémoires d'avoir aboli les peines corporelles dans un ordre spécial publié dans le « *Moniteur officiel* » du 9/21 mai 1868 !

Après 45 ans, nous sommes juste au même endroit. On peut juger par ce fait combien insignifiant est le progrès moral fait par notre pays sous le règne de Carol Ier.

Dans le Quadrilatère proprement dit, où nous sommes appelés à rester définitivement, la politique du gouvernement ressemblera à tout notre système de gouvernement. L'oligarchie ne démentira aucun de ses défauts. Au contraire, sous le masque du colonialisme, elle donnera libre carrière à tous ses instincts de domination et de spoliation.

17. Ce passage entre crochets est barré dans l'original.

18. Ce passage est barré dans l'original.

Elle y a inauguré ses procédés de chicanes et de persécution nationale. Tous les marchands des pays occupés ont été invités par les autorités à écrire en roumain les noms de leurs firmes aux portes de leurs magasins. Mais ceci n'est qu'un petit commencement « symbolique ».

Notre presse invite maintenant le gouvernement non seulement à fermer les écoles bulgares, mais aussi à chasser les prêtres des églises sous le prétexte qu'ils sont « schismatiques ». En attendant nos popes envahissent les églises bulgares pour prononcer de leurs chaires des discours d'un nationalisme provocateur.

On ne peut songer sans horreur à l'avenir que nous préparera dans ce coin notre bureaucratie – cette fameuse bureaucratie roumaine qui passe pour être l'une des plus corrompues et des moins scrupuleuses en Europe. Surtout quand nous avons en vue que, malgré toute sa grossièreté, la démocratie bulgare est à des dizaines d'années en avance sur nous, qu'elle possède le suffrage universel avec la représentation proportionnelle et une large liberté religieuse et politique.

L'aversion de cette population pour nous est grande. Elle ne veut même pas croire que cette domination roumaine est définitive. Tous ceux qui sont entrés en contact étroit avec les annexés rapportent le même témoignage : la croyance chimérique de la population bulgare que le traité de Bucarest va être révisé par les grandes puissances.

Notre gouvernement compte, pour maintenir en soumission la population bulgare du Quadrilatère, sur l'élément turc, dont le nombre est sensiblement égal à celui des Bulgares. Ils veulent imiter la politique de l'Autriche-Hongrie en Bosnie. Mais la capacité politique des Turcs est presque nulle et son rôle dans le Quadrilatère sera un rôle négatif.

À part cela, les Bulgares du Quadrilatère, tout en passant sous la domination roumaine, ne cesseront pas d'être en contact permanent avec le royaume de Bulgarie. Enfin, dans le nord de la Dobroudja, ils sont dans le voisinage immédiat de la Russie.

IV. L'avenir

L'annexion du Quadrilatère contre laquelle notre parti a élevé la protestation la plus véhémement, n'est pas seulement un acte de violence révoltante mais encore le résultat d'un manque complet d'esprit de prévoyance. La Roumanie a créé, à ses flancs, une question pire que celle de l'Alsace et Lorraine et ceci sans aucune nécessité et utilité, rien que pour satisfaire les ambitions politiques de nos cliques.

Je dis et je répète : une situation plus dangereuse pour nous que celle créée à l'Allemagne par l'annexion de l'Alsace et Lorraine car il est évident que pour maintenir le Quadrilatère, nous avons besoin du consentement permanent de la Russie et du concours des alliés des autres États balkaniques. Si nous restions seuls vis-à-vis de la Bulgarie, c'est la guerre automatique en quelque sorte.

Pourrons-nous toujours compter sur le concours des alliés balkaniques pour avoir une supériorité militaire écrasante, tenant la Bulgarie comme dans un cordon sanitaire, lui enlevant toute velléité de revanche ? Pendant les derniers dix mois, nous avons vu se faire et refaire trop de coalitions et combinaisons inattendues pour croire dans la stabilité des alliances.

Ensuite, si la Bulgarie ne sera jamais assez forte pour se décider toute seule à une nouvelle guerre, elle deviendra avec d'autant plus de facilité l'instrument des intrigues des grandes puissances. L'annexion du Quadrilatère nous a jeté dans les bras de la Russie. Dorénavant, notre paix externe et interne dépendra de l'empire du nord, dans un degré infiniment plus grand que dans le passé. A

chaque tentative de notre part de nous soustraire à ses étreintes amicales, elle nous menacera avec la Bulgarie.

Actuellement, la Russie a sacrifié sans pitié la Bulgarie pour la réduire à la soumission complète. Mais pour sa politique dans les Détroits, le concours de la Bulgarie lui sera infiniment plus nécessaire que celui de la Roumanie et rien ne nous garantit que, demain, la Russie n'accordera à la Bulgarie toute la Dobroudja inclusivement celle qui nous a été annexée encore au traité de Berlin.

D'ailleurs, l'oligarchie roumaine elle-même ne paraît pas trop sûre de la possession durable de la Dobroudja. M. C. Mille, le directeur de l' « *Adeverul* » – un des journaux qui ont mené la plus grande campagne en faveur de la guerre – considère la possession de la Dobroudja comme quelque chose de provisoire, comme un gage qu'il se déclare prêt à rendre aux Bulgares dès que la Roumanie obtiendra la Transylvanie. Voilà ce qu'il écrit dans son journal du 13/26 août : « *Je serais plus pratique que les Bulgares, tendant la main aux autres alliés et qu'ils attendent l'heure de la liquidation de l'héritage de l'Autriche-Hongrie quand, fatalement, en échange du concours prêté et en échange des augmentations de territoire vers le nord qu'obtiendront les alliés, les Bulgares pourront reconquérir les provinces bulgares qu'ils ont perdues* ».

Mais au lieu de cette extension vers le nord, rêvée par les chauvins serbes et roumains, nous pourrions assister à un autre spectacle : le partage des Balkans entre ses grands voisins.

Le traité de Bucarest, dont la symétrie géométrique et arithmétique ne peut pas cacher les bases fragiles, a créé dans les Balkans une situation infiniment plus instable que celle qui existait la veille de la guerre turco-balkanique. Distribuant les peuples comme un troupeau de bétail, il a compliqué toutes les questions et, particulièrement, la question nationale. Aujourd'hui encore devant les peuples des Balkans restent ouvertes deux perspectives. La première : une nouvelle guerre, et cette fois encore plus barbare – une guerre d'extermination qui replongera les Balkans dans les ténèbres de la tyrannie interne et externe. L'autre perspective qui leur reste ouverte est celle de leur union dans une union républicaine.

Une nouvelle guerre dans les Balkans fournira à l'impérialisme de l'Autriche et de la Russie le prétexte tant souhaité d'intervention. Elles chercheront à faire en grand ce que la Roumanie a fait en petit : la pacification des Balkans par un démembrement.

Il est plus que probable que dans cette catastrophe la Roumanie non plus n'échappera pas à une amputation « pacificatrice » quelconque. Mais il se peut aussi – et par là on peut voir que les calculs de la diplomatie autrichienne ont été archi-faux – que la Russie réussisse à mobiliser le nationalisme serbe et roumain contre l'Autriche-Hongrie en réalisant ainsi les rêves des chauvins roumains. La Dobroudja et la Macédoine seront accordées à la Bulgarie comme prix de sa « neutralité bienveillante ». Ainsi, l'Autriche, en manœuvrant pour briser le premier bloc balkanique qui ne pouvait pas être dirigé contre elle tant que la Bulgarie [...] ¹⁹

19. Ici s'arrête le texte manuscrit.